



Année scolaire : 2018 – 2019.
Niveau : 1^{ère} Bac. Sc. Economiques.
Date : 04 / 12 / 2018.

Evaluation N° 1
Droit

1. Indiquer pour chaque situation le droit correspondant en mettant une croix dans la case appropriée.

Situation de droit	Droit international		Droit national		
	Droit privé	Droit public	Droit privé	Droit public	
Interdiction de prolifération des armes nucléaires.					0,5
Accord de libre échange entre le Maroc et l'UE.					0,5
L'âge de majorité.					0,5
Licenciement d'un salarié.					0,5
Divorce et mariage des marocains avec des étrangers(ères).					0,5
Les rapports entre le gouvernement et le parlement.					0,5
Actes de violation de l'ordre public.					0,5

2. Mettre une croix dans la colonne appropriée (1) ou (2) et préciser le droit qui régleme chaque situation (3)

Situation de droit	Droit public (1)	Droit privé (2)	Nature du droit qui régleme la situation (3)	
L'obligation d'une entreprise de tenir une comptabilité.				0,5
L'obligation du contribuable de payer l'impôt.				0,5
Un litige opposant une entreprise commerciale à son fournisseur.				0,5
Mohammed, fonctionnaire propriétaire d'un appartement qu'il loue à Nadir employé de banque.				0,5
Décision de recrutement d'un fonctionnaire.				0,5
Règles juridiques régissant l'organisation des élections communales et parlementaires.				0,5
Tentative de corruption				0,5

. Répondre par vrai ou faux

Le droit a pour rôle :

- de réglementer les rapports des Hommes entre eux.
- d'organiser la vie en société.
- de déterminer ce que chacun peut ou doit faire.
- de limiter les libertés économiques et sociales.

0,5
0,5
0,5
0,5

Prendre attentivement ces exemples

Exemples	Droit objectif	Droit subjectif
Omar est propriétaire d'un terrain nu, il décide de le vendre.		
Abi jeune marocain a 20 ans, inscrit dans les listes électorales de son arrondissement a le droit de voter.		
Le droit du travail		
Le droit electoral		

0,5
0,5
0,5
0,5

. Dire s'il s'agit d'un droit objectif ou subjectif en mettant une croix dans la case appropriée.

DOCUMENT 1 : Utilité de la règle de droit.

Imaginons une île et sur cette île un groupe composé d'hommes et de femmes qui sont appelés à vivre ensemble pendant un temps indéterminé. Très vite vient à se poser la question des relations entre chacun des membres du groupe, et entre le groupe lui-même et chacun de ceux qui le composent.

Si l'on applique, au sein du groupe, le principe selon lequel "tout est permis" ou bien la maxime "fais ce qui te plaît", très vite naîtront des conflits et il est à craindre que la vie commune ne devienne impossible. Les conflits d'intérêts peuvent certes être résolus par la force, c'est alors la "loi du plus fort" qui s'applique, avec tout l'arbitraire qu'elle suppose. Mais, les membres du groupe ont aussi la faculté de s'organiser et de créer ensemble des **règles** concernant les relations entre individus au sein du groupe. Celles-ci auront vocation à s'appliquer à tous et seront obligatoires pour tous.

La vie en communauté deviendra alors possible.



Centre International de Formation de la Profession Bancaire

1. Dégager de chaque photo la règle de droit qui est évoquée. 2
2. Pourquoi les conducteurs doivent-ils s'arrêter devant le feu rouge ? 1
3. Cette règle s'impose-t-elle à tous les conducteurs ? 1
4. Quelles sont les sanctions du non respect de cette règle ? 1
5. Qu'appelle-t-on le recueil qui contient les différentes règles de la circulation routière ? 1
6. Expliquer pourquoi la vie en société nécessite des règles de droit ? 1

DOCUMENT 2 : Exemples de situations juridiques

M. Sahraoui veut contester une mesure prise par la commune urbaine à son égard qu'il estime abusive.

M. Nadir cadre dans une multinationale vient d'être licencié, sans motif valable, par son employeur

Mme Zarhouni vient de recevoir une convocation du tribunal car elle n'a pas payé le loyer de son appartement personnel pendant plus de 6 mois.

M. Bachiri veut contester un redressement fiscal dont il fait objet par erreur de l'administration fiscale.

Mme Naziha, vient de divorcer, elle veut récupérer ses biens gardés par le père.

M. Jabbari est un exportateur en conflit avec un client sur un chèque dont la provision fait défaut.

1. De quelle branche de droit relève chaque situation juridique ? 1,5

2. Quel est l'intérêt de la distinction de chaque catégorie de droit ? 0,5

DOCUMENT 3 : La grève n'est pas un droit constitutionnel absolu

De façon générale, la grève n'est pas un droit constitutionnel absolu : il se heurte à d'autres règles ou principes de valeur constitutionnelle : continuité du service public, protection de la santé et la sécurité des personnes et des biens, principes d'égalité, liberté du travail. Il appartient donc au législateur de tracer les limites du droit de grève en opérant la conciliation nécessaire entre la défense des intérêts professionnels, dont la grève est un moyen, et la sauvegarde de l'intérêt général auquel la grève peut être de nature à porter atteinte.

Dictionnaire constitutionnel, PUF

1. Commenter le titre du texte. 0,5

2. Comment peut-on concilier entre les droits des individus en cas de divergence d'intérêts ? 0,5

GLOSSAIRE

Droit objectif : Est l'ensemble des règles qui régissent les rapports des Hommes entre eux dans une société.

Droit personnel : Est le droit d'exiger d'une personne la réalisation d'une obligation.

Droit réel : Est le droit qui s'exerce directement sur une chose.

Droits subjectifs : Sont l'ensemble des prérogatives conférées à une personne par le droit objectif.